

Chronique d'un massacre annoncé

Bernard Thomas

Les ouvriers de Villeroy&Boch luttent pour leur dignité et leur survie économique. Le woxx a passé la semaine avec eux.

« Ah ! ça ira, ça ira, ça ira ! Les aristocrates à la lanterne ; Ah ! ça ira, ça ira, ça ira ! Les aristocrates on les pendra ». Amplifiée par un mégaphone, la voix d'Edith Piaf résonne à travers la cour du vénérable siège social de Villeroy&Boch à Mettlach. A l'intérieur, Charles-Antoine de Theux de Meylandt de Montjardin, directeur du site de Luxembourg, et son beau-frère Nicolas Villeroy, sont en train de renégocier le plan social pour les 211 salarié-e-s qui seront mis à la porte en décembre 2010. Dehors, dans la cour intérieure, les salarié-e-s de Villeroy attendent les résultats. Pour venir, ils ont pris une journée de congé.

C'est grâce à leur action de « séquestration » de mercredi passé que les négociations ont repris, et s'ils se trouvent dans la cour intérieure à Mettlach, c'est qu'ils ont physiquement imposé leur présence en repoussant les agents de sécurité et en faisant sauter les petites barrières qui bloquaient l'accès. Alain Mattioli, secrétaire de l'OGBL et négociateur nous le confirme : « c'est une réalité, sans la pression exercée par les salarié-e-s, on n'aurait jamais été invité à Mettlach ». Pour reprendre l'expression d'un ouvrier de Villeroy, « c'est com-

me pour faire du jus de pomme, plus tu presses, plus y en a qui sort ».

Car les salarié-e-s sont aussi là pour veiller au grain, et ils le rappellent à leurs délégués syndicaux. Au moment où ceux-ci s'engouffrent dans la salle de réunion, les cris fusent : « On n'est pas à la braderie ici, ne nous bradez pas ! » Une fois dans la cour, la décision d'entrer dans les salles de production est rapidement prise. « On n'a pas le droit », dit l'une - « qui dit qu'on n'a pas le droit ? », répond un autre. Le compromis est vite trouvé : « Ok, vous forcez, nous, on suit ». Et c'est parti pour une petite tournée dans l'atelier. A l'intérieur, les ouvrières allemandes travaillent au rythme des cadences, sans lever le regard. Aucune communication n'est possible. « Elles ont peur ! », affirme une ouvrière du Rollingergrund. Et d'ajouter : « Ils sont comme nous, leur usine fermera d'ici quelques mois ».

Dignité

Cette souffrance, Irène, Virginia, Patricia, Manu, et les autres ouvrières et ouvriers du Rollingergrund la connaissent. A quelques détails près, leurs histoires se confondent : « C'est dur de travailler quand on sait qu'on sera licencié sous peu. Mentalement et physiquement », disent-ils. Et d'ajouter : « On est jeté comme une

merde ». Ils n'arrivent pas tous à gérer cette humiliation : « Y en a qui en ont marre, qui dépriment. A longueur de journée la pression, la pression, la pression... ». Ainsi, il y a trois semaines, un ouvrier de Villeroy a dû être interné. Diagnostique : dépression nerveuse. L'enjeu du combat ne se mesure pas uniquement en euros ; il est aussi symbolique. Pour les ouvriers, il s'agit d'un combat pour « la dignité », pour pouvoir préserver sa fierté.

Quatre heures plus tard, les délégués syndicaux sortent avec une nouvelle proposition de la direction : l'enveloppe globale a pu être poussée à 10,6 millions d'euros, une avancée de 3,6 millions d'euros. Devant les ouvriers, Mattioli fait le calcul : « une moyenne de 41.000 euros par personne ». Deux jours plus tard, il avance le chiffre de 82 euros par mois travaillé, « et on ne parle là que des indemnités extralégales ». Et d'évoquer « une ouverture réelle de la part de la direction ».

Les ouvriers, eux, ne sont pas d'accord et le font savoir. Les interviews que les délégués accordent à la presse sont noyées dans une marée de sifflements. Marcel Goerend du LCGB grommelle : « Je le dis toujours : il n'y a pas de plan social parfait ». Plus combatif, le délégué syndical de l'OGBL, Gilbert Mattarazzo reprend alors le mégaphone et an-

nonce la tenue « d'une plénière permanente avec occupation de nuit » jusqu'à vendredi. De facto, c'est bien d'une grève qu'il s'agit et sauvage de surcroît. Le droit de grève luxembourgeois est tellement restreint qu'en pratique, son exercice est quasiment impossible, les syndicats préfèrent donc pudiquement parler de « réunion perpétuelle ».

Les ouvriers ne sont pas dupes. Ils savent que le terrain de la faïence au Rollingergrund vaut bien quelques dizaines de millions d'euros. Et de ce juteux gâteau, ils veulent leur part. D'ailleurs, personne parmi les ouvriers ne croit que la fermeture du site serait due à la crise. Comme nous le relate un opérateur, de Theux, directeur du site de Luxembourg, se serait « trahi » lors d'une réunion en mars. Un ouvrier aurait proposé de payer les indemnités avec une partie de l'argent de la vente du terrain du Rollingergrund. De Theux aurait alors répondu que ça faisait quatre ans que Villeroy essayait de vendre le terrain, jusqu'ici sans succès. Cela prouverait que la décision de fermer le site daterait de bien avant l'éclatement de la crise. Une autre ouvrière ajoute : « Ils ont fait passer ça sur le dos de la crise, car la crise, elle a bon dos ».

Dans le bus de retour, l'atmosphère se détend. En italien, portugais, luxembourgeois et en français on parle des préparatifs pour la journée

PHOTO: WOXX



L'Internationale, Einheitsfrontlied, Bandiera Rossa. Lundi dernier, dans le décor seigneurial du siège social de Villeroy&Boch à Mettlach, le mégaphone crachait les classiques de la lutte des classes.

de « plénière » : grill, foot, bacalhau, pasta, la journée s'annonçait festive. Mais, déjà, Mattarazzo prévenait les ouvriers : « Attention à la faute grave ».

Le lendemain à notre arrivée, les visages sont sombres. L'avocate de la direction vient de contacter les syndicats : si mercredi à 14 heures, la production ne reprend pas, alors la direction se réserve le droit de licencier pour faute grave « un certain nombre de personnes », comme nous le confirme Gilbert Mattarazzo. La raison invoquée par la direction : légalement une plénière doit se tenir à huis clos. Or, des personnes seraient sorties de l'enceinte de la fabrique pour installer des drapeaux aux entrées du site.

« Les lois ne sont pas faites pour les petits ouvriers comme nous. Nous on n'est bons que pour remplir les poches aux patrons », constate Virginia, 31 ans de boîte. Et d'ajouter : « C'est ignoble de menacer et de faire du chantage à des gens qui ont travaillé toute leur vie pour l'entreprise ». Personne n'est prêt à vouloir jouer au martyr ; car les personnes licenciées pour faute grave ne toucheront ni au chômage, ni aux indemnités. Et comme nous l'explique Irène, 25 ans de boîte : « On a des gosses à l'école, on habite dans des maisons impayées, et vus la crise et notre âge, ce sera presque impossible de dégotter du boulot. Là, avec la faute grave, on ris-

que de tout perdre ». Si l'idée était de faire peur aux gens, les menaces de la direction ont eu le succès escompté : « Les gens paniquent », affirme Virginia face au woxx, « ils sont en colère et ils paniquent en même temps ».

Les syndicats eux, après avoir bien expliqué les conséquences d'une poursuite de la grève, ont placé chacun « devant ses responsabilités », transformant ainsi un mouvement collectif en somme fragmentée de dilemmes individuels. D'après nos informations, ni l'OGBL, ni le LCGB n'ont envoyé de hauts responsables sur le site de la grève.

Panique et porchetta

Pour combattre l'angoisse, les ouvriers jouent au cartes, discutent, rigolent, et font la cuisine. Du four céramique sort une formidable porchetta. Aux journalistes, on fait visiter l'usine, on explique les cadences, le stress, les corps lentement détruits par le travail.

Manu, un opérateur, fabrique 8.000 tasses par heure. Mais son admiration va vers le « courage » des ouvrières, dont le travail est rythmée par la machine : « elles doivent faire vite, elles n'ont pas le temps de se moucher, et encore moins d'aller faire pipi ». En fumant une cigarette, une ouvrière nous explique : « Si vous venez demain sur la ligne, vous trouve-

rez quelqu'un de différent, de stressé. Là, je suis bien ».

Reste que tous expriment l'amour du « travail bien fait » et une fierté de leur savoir-faire. Ceci explique d'ailleurs en partie pourquoi, entre 2006 et l'annonce de la fermeture du site en mars de cette année, ils ont travaillé tous les samedis, gardé les cadences et remplis les stocks de Villeroy. On leur disait qu'ils auraient droit à un plan social « juste » et « dans les règles », ou, plus concrètement, 120 euros par mois travaillé, c'est-à-dire le montant du plan social de 2006.

Le problème, c'est que tandis que les ouvriers ont joué selon les règles, la direction a joué à un autre jeu. Au lieu du minimum syndical de 120 euros par mois travaillé, leur offre initiale se situait à 18 euros par mois travaillé. Moins que le prix d'une tasse de la collection « New Wave », dont Manu en voit défiler 8.000 par heure. Cette offre n'était pas une base de négociation, mais une provocation. Or, les syndicats, imprégnés par 90 ans de culture de concertation sociale, ont été totalement débordés par cette lutte des classes ouvertement menée par les patrons de Villeroy. Ainsi, Alain Mattioli, le négociateur envoyé par l'OGBL au Rollinggrund, propose dans son temps libre d'accompagner dans des séances de « coaching managérial » des « managers des temps

modernes » et autres « athlètes des affaires vers la découverte de leurs stratégies, de leurs ressources, jusqu'à ce qu'ils atteignent leurs objectifs, augmentent leur niveau de performance (...) », comme nous l'indique son site internet « Alain Mattioli and partners ». Cela ne constitue pas un cadre référentiel particulièrement efficace pour tenir tête à la lutte des classes menée par Villeroy, et qui est loin d'être terminée.

Et que fait le gouvernement ? Rien. C'est en tout cas ce qui ressortait mercredi de la réponse du Ministre du Travail et de l'Emploi Nicolas Schmit (LSAP) à une question urgente posée par André Hoffmann (déi Lénk). Certes, « la situation est absolument regrettable », mais, comme l'affirmait Nicolas Schmit, « il n'y a pas d'emprise directe pour empêcher une délocalisation. Nous ne pouvons pas décréter par la loi qu'il est interdit de délocaliser. Ce serait aller contre beaucoup de règles, y compris européennes. Dans ce dossier, nos mains sont liées ». Il aura fallu douze minutes au Ministre pour exprimer ce que Lionel Jospin avait dit en une phrase : « L'Etat ne peut pas tout ». Mais à quoi sert alors un ministre socialiste ?